



Message 2015-DFIN-28

28 juin 2016

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la législation sur les jetons de présence

1. Origine et nécessité de la modification

La question de la restitution à l'Etat du montant des indemnités perçues par les magistrats et magistrates représentant l'Etat ou d'autres intérêts cantonaux au sein de conseil d'administration ou d'autres organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou de droit public fait l'objet de discussions depuis plusieurs années. Ces discussions ont abouti en septembre 2011 au dépôt des deux interventions parlementaires suivantes.

Les députés Christian Ducotterd et André Ackermann ont déposé, le 2 septembre 2011, un postulat demandant au Conseil d'Etat de rédiger un rapport sur l'application de l'article 6 de la loi du 15 juin 2004 relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (RSF 122.1.3) (Postulat 2011-GC-40, anciennement n° 2096.11). Selon cette disposition, les «magistrats représentant l'Etat au sein d'un conseil d'administration ou de fondation ou d'autres organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou public sont tenus de restituer à l'Etat le montant des indemnités fixes touchées à ce titre. Les jetons de présence leur sont en revanche acquis».

Les députés David Bonny et Xavier Ganioz ont de leur côté déposé, le 7 septembre de la même année, une motion demandant au Conseil d'Etat de modifier la disposition précitée, de sorte que les jetons de présence versés aux magistrats et magistrates représentant l'Etat soient restitués à l'Etat, au même titre que les indemnités fixes (Motion 2011-GC-42, anciennement n° 1129.11).

Dans son rapport du 4 novembre 2014 au postulat précité (Rapport 2014-DFIN-86), le Conseil d'Etat a annoncé qu'il allait proposer au Grand Conseil de modifier la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux conformément à la demande des députés David Bonny et Xavier Ganioz et de retirer de cette loi la réglementation du traitement des juges cantonaux. Il a par ailleurs manifesté sa volonté de revoir également les dispositions de l'ordonnance du 16 novembre 2010 concernant la rémunération des membres des commissions de l'Etat (RSF 122.8.41) ainsi que celles de l'arrêté du 8 juillet 1997 relatif à la récupération des indemnités touchées par des collaborateurs de l'Etat représentant celui-ci au sein de conseils d'administration, de conseils de fonda-

tion ou d'autres organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou public (RSF 122.72.52). Les nouvelles dispositions devraient entrer en vigueur au début de la législature 2017–2021.

2. Procédure de consultation

Pour donner suite au rapport précité, le Conseil d'Etat a chargé la Direction des finances de mettre en consultation un avant-projet de modification législative. La procédure de consultation a été menée du 13 janvier 2016 au 15 avril 2016 auprès des Directions du Conseil d'Etat, des partis politiques et des organes et institutions concernés.

Les résultats sont dans l'ensemble favorables au projet. Il convient toutefois de signaler que le Tribunal cantonal et la Direction de la sécurité et de la justice se sont opposés au transfert dans la loi sur la justice de la réglementation de la rémunération des juges cantonaux. La Direction de la sécurité et de la justice a signalé qu'un avant-projet de loi sur le statut des membres des autorités judiciaires est en cours d'élaboration au sein de ses services. Il est prévu que cet avant-projet soit mis en consultation durant le second semestre 2016. Les modifications de la loi sur la justice proposées dans l'avant-projet de loi mis en consultation sont dès lors superflues et ne figurent pas dans le projet transmis au Grand Conseil; la question de la rémunération des juges cantonaux sera directement réglée dans la législation sur le statut des membres des autorités judiciaires.

Pour le surplus, les remarques exprimées dans la procédure de consultation ont été prises en compte dans toute la mesure du possible. Le moment venu, le Conseil d'Etat prendra également en considération les remarques qui ont été émises s'agissant des actes de rang réglementaire régissant les montants perçus par les collaborateurs et collaboratrices de l'Etat siégeant dans les commissions de l'Etat et dans les organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou public.

3. Conséquences de la modification

S'agissant des incidences financières, pour information, les montants suivants ont été perçus par les trois catégories de magistrats et magistrates concernés, soit les membres du Conseil d'Etat, les préfets et les juges cantonaux, au cours de

l'année 2014, pour leur activité de représentation de l'Etat ou d'autres intérêts cantonaux au sein de divers organes:

2014	Montants restitués à l'Etat	Montants conservés par les magistrats
Conseil d'Etat	fr. 263 026.00	fr. 121 658.00
Préfets	fr. 17 990.00	fr. 130 267.10
Juges	fr. –	fr. 4 845.35
Total	fr. 281 016.00	fr. 256 770.45

Ces montants correspondent globalement aux chiffres des dernières années (ainsi pour l'année 2013, les montants totaux restitués à l'Etat se montaient à 248 085,00 francs et les montants conservés par les magistrats, à 238 114,45 francs). Nous pouvons donc tabler sur le fait que, du fait des nouvelles dispositions soumettant également les jetons de présence à l'obligation de restitution, l'Etat bénéficiera en principe de montants correspondants à ceux actuellement conservés par les magistrats et magistrates.

En relation avec la question des incidences financières et pour assurer une information complète du Grand Conseil, il est précisé que le Conseil d'Etat, comme annoncé dans son rapport du 4 novembre 2014, a examiné les possibilités de compenser partiellement les pertes financières découlant de la révision de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux. Les pertes en question ont trait d'une part au revenu des membres du Conseil d'Etat et des préfets et, d'autre part, aux ressources à disposition des préfectures, dans la mesure où, jusqu'ici, les jetons de présence perçus par les préfets servaient souvent, selon les informations données par la Conférence des préfets, à financer des activités préfectorales pour lesquelles il n'existe pas de budget.

Le Conseil d'Etat a décidé de revaloriser les montants versés comme indemnité forfaitaire de représentation et de déplacement de ses membres. La revalorisation envisagée est de 5000 francs.

La situation des préfectures sera encore analysée en détail. Une compensation des pertes subies par les préfectures pourrait leur être octroyée sous forme d'indemnités forfaitaires selon le principe qu'une partie, voire l'entier des montants rétrocédés à l'Etat puisse être mis au profit du fonctionnement des préfectures.

La décision finale quant à cette revalorisation interviendra à la suite de l'adoption de la modification de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux. A noter que la perte moyenne de revenu occasionnée par ladite modification est de 16 900 francs pour les membres du Conseil d'Etat et de 14 900 francs pour les préfets. Avec le nouveau système, les membres du Conseil d'Etat et les préfets consentent ainsi à une réduction de leurs revenus de, respectivement, 12 000 et 11 000 francs environ.

En tenant compte des adaptations prévues des indemnités, les incidences financières de la présente loi se solderont par un gain d'environ 85 000 francs pour l'Etat en ce qui concerne le Conseil d'Etat et au pire par une opération blanche s'agissant des préfectures.

Le projet n'aura pas d'implications en matière de personnel. Il n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes, ni sur le développement durable. Il ne soulève pas de difficultés s'agissant de sa constitutionnalité, de sa conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

4. Commentaire des articles de la loi

Article 1: Loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration

La modification de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1) proposée vise à rétablir le parallélisme qui existait à l'origine entre les articles 12 et 54 de cette loi et l'article 6 de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux. Pour rappel, la notion de «représentation d'intérêts cantonaux» a été introduite à l'article 12 al. 1 let. b LOCEA en 2006, dans le cadre des travaux d'adaptation de la législation relative au Conseil d'Etat à la nouvelle Constitution (cf. message du Conseil d'Etat du 7 juin 2006). A l'époque, l'article 6 de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux et l'article 54 LOCEA n'ont pas été adaptés. Le projet prévoit l'adjonction de la notion de «représentation d'intérêts cantonaux» à l'article 6 précité, conformément à ce qui avait été annoncé dans le rapport sur postulat du 4 novembre 2014. Il convient dès lors de profiter également de la présente révision pour adapter l'article 54 LOCEA et ancrer dans la loi les règles applicables en cas de désignation d'un membre du Conseil d'Etat en qualité de représentant des intérêts cantonaux, et non seulement de ceux de l'Etat de Fribourg, dans des organismes divers, tels les commissions fédérales, Swiss-medio ou la Banque nationale. Selon les dispositions du projet, les règles applicables en matière de représentation de l'Etat au sein d'organismes extérieurs de droit public ou de droit privé sont également applicables à ce type de représentation.

Par mesure de transparence et pour faciliter le contrôle et le remboursement des indemnités, il est prévu que la Chancellerie tienne à jour un registre des représentations de l'Etat et des intérêts cantonaux, sur la base des informations qui lui seront régulièrement communiquées par les Directions concernées.

Article 2: Loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux

Article 6

En droit actuel, les magistrats et magistrates représentant l'Etat au sein d'organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou de droit public sont tenus de restituer à l'Etat les indemnités fixes qu'ils ou elles perçoivent pour leur travaux. En revanche, les jetons de présence leur sont acquis. A l'origine, cette dispense de restitution a été introduite dans la loi dans le but de valoriser l'investissement personnel consenti par les personnes concernées.

En pratique, il est toutefois apparu que l'application de l'article 6 de la loi actuelle était susceptible d'engendrer des situations inéquitables, dès lors que certains organismes versent uniquement des indemnités fixes aux membres de leur organe exécutif alors que d'autres ont adopté le système des jetons de présence. Par ailleurs, chaque organisation fixe en principe librement les indemnités versées aux membres de ses organes. Sous réserve du cas particulier des personnes morales de droit public cantonal, l'Etat n'a pas la possibilité d'intervenir auprès des organismes concernés pour remédier aux éventuels déséquilibres; le seul moyen dont il dispose pour corriger les disparités entre les magistrats et magistrates est d'adapter la réglementation applicable à la restitution des montants perçus.

Il est donc prévu, en exécution de la demande des députés David Bonny et Xavier Ganioz, d'étendre le principe de la restitution des montants perçus par les magistrats et magistrates à l'ensemble des indemnités, soit aux indemnités fixes et aux jetons de présence, et également, pour tenir compte de l'évolution des systèmes de rémunération, aux éventuels autres avantages en argent et avantages sous forme de participations. La notion d'indemnité ne recouvre toutefois pas les éventuels défraiements (visant par ex. les frais de transport, de subsistance ou de matériel) que pourraient percevoir les personnes concernées pour leur mandat de représentation.

A noter encore que l'article 6 actuel a été complété pour que l'obligation de restitution recouvre également les montants perçus par les personnes, en particulier par les membres du Conseil d'Etat, représentant l'ensemble ou une partie des cantons dans des organismes divers, comme par exemple la Banque nationale, Swissmedic ou des commissions fédérales (cf. art. 12 al. 1 let. b LOCEA). Désormais, l'obligation de restitution devra donc clairement être interprétée de manière extensive; elle portera non seulement sur les montants perçus par les magistrats et magistrates en leur qualité de représentants de l'Etat, mais également sur ceux qui leur sont versés lorsqu'ils représentent «d'autres intérêts cantonaux» (cf. également ci-dessus commentaire relatif à l'article 1).

En pratique, par économie de procédure, la restitution des jetons de présence sera opérée selon les modalités déjà appliquées s'agissant des indemnités fixes: il appartiendra aux personnes concernées de demander que les montants qui leur sont dus soient directement versés sur le compte de l'Etat et non sur leur compte personnel.

Il convient de mentionner ici que le Conseil d'Etat a prévu de réviser l'ordonnance du 16 novembre 2010 concernant la rémunération des membres des commissions de l'Etat (RSF 122.8.41) et l'arrêté du 8 juillet 1997 relatif à la récupération des indemnités touchées par les collaborateurs de l'Etat représentant celui-ci au sein de conseils d'administration, de conseils de fondation ou d'autres organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou public (RSF 122.72.52), de manière à uniformiser l'ensemble de la réglementation cantonale applicable aux indemnités et aux jetons de présence.

Article 28

Cette disposition a été complétée par un nouvel alinéa qui, pour lever tout éventuel doute, précise que l'obligation de restitution vaut pour tous les juges cantonaux et non seulement pour les magistrats et magistrates élus après le 1^{er} septembre 2004, date de l'entrée en vigueur de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (cf. art. 28 al. 1).

Article 3

Les nouvelles dispositions devront entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2017, au début de la prochaine législature.

Pour le surplus, cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.



Botschaft 2015-DFIN-28

28. Juni 2016

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung der Gesetzgebung über die Sitzungsgelder

1. Ausgangslage und Erfordernis der Gesetzesänderung

Über die Frage der Rückerstattung der Entschädigungen, die von den Magistratspersonen bezogen werden, die den Staat oder andere kantonale Interessen in Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts vertreten, wird schon seit Jahren diskutiert. Im Zuge dieser Diskussionen wurden im September 2011 die beiden folgenden parlamentarischen Vorstösse eingereicht.

Die Grossräte Christian Ducotterd und André Ackermann reichten am 2. September 2011 ein Postulat ein, in dem sie vom Staatsrat einen Bericht über die Anwendung von Artikel 6 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter (SGF 122.1.3) verlangten (Postulat 2011-GC-40, vormals Nr. 2096.11). Nach dieser Bestimmung sind die Magistratspersonen, die den Staat in Verwaltungsräten, Stiftungsräten oder anderen Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts vertreten, verpflichtet, dem Staat den Betrag der festen Entschädigungen, die sie dafür erhalten, zurückzuerstatten. Die Sitzungsgelder dagegen gehören den Magistratspersonen.

Auch die Grossräte David Bonny und Xavier Ganioz reichten am 7. September gleichen Jahres eine Motion ein, mit der sie den Staatsrat aufforderten, die vorerwähnte Bestimmung in dem Sinne zu ändern, dass die Sitzungsgelder, die von den Magistratspersonen bezogen werden, die den Staat vertreten, genau wie die festen Entschädigungen dem Staat zurückerstattet werden (Motion 2011-GC-42, vormals Nr. 1129.11).

Der Staatsrat kündigte in seinem Bericht vom 4. November 2014 zum vorerwähnten Postulat (Bericht 2014-DFIN-86) an, er werde dem Grossen Rat vorschlagen, das Gesetz über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter entsprechend dem Antrag der Grossräte David Bonny und Xavier Ganioz zu ändern und die Gehaltsregelung für die Kantonsrichterinnen und -richter aus diesem Gesetz zu entfernen. Er äusserte zudem seine Absicht, auch die Bestimmungen der Verordnung vom 16. November 2010 über die Entschädigung der Mitglieder der Kommissionen des Staates (SGF 122.8.41) sowie die Vorschriften des Beschlusses vom 8. Juli 1997 über die Rückforderung von Entschädigungen an Mitarbeiter

des Staates, die diesen in Verwaltungsräten, Stiftungsräten oder anderen Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts vertreten (SGF 122.72.52), zu revidieren. Die neuen Bestimmungen sollten zu Beginn der Legislaturperiode 2017–2021 in Kraft treten.

2. Vernehmlassungsverfahren

Um diesem Bericht Folge zu leisten, beauftragte der Staatsrat die Finanzdirektion damit, den Vorentwurf einer Gesetzesänderung in die Vernehmlassung zu schicken. In das vom 13. Januar 2016 bis 15. April 2016 laufende Vernehmlassungsverfahren waren die Direktionen des Staatsrats, die politischen Parteien und die betroffenen Organe und Institutionen eingebunden.

Die Vernehmlassungsantworten fielen insgesamt positiv aus. Es ist allerdings festzustellen, dass sich das Kantonsgericht und die Sicherheits- und Justizdirektion dagegen wehrten, dass die Entschädigung der Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter im Justizgesetz geregelt werden soll. Die Sicherheits- und Justizdirektion wies darauf hin, ihre Dienststellen seien mit der Ausarbeitung des Vorentwurfs eines Gesetzes über das Dienstverhältnis der Mitglieder der Gerichtsbehörden beschäftigt. Dieser Vorentwurf soll im zweiten Halbjahr 2016 in die Vernehmlassung gehen. Die im in die Vernehmlassung geschickten Vorentwurf vorgeschlagenen Justizgesetzänderungen sind somit überflüssig und nicht mehr im Entwurf an den Grossen Rat enthalten; die Frage der Entschädigung der Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter soll direkt in der Gesetzgebung über das Dienstverhältnis der Mitglieder der Gerichtsbehörden geregelt werden.

Im Übrigen wurden die in der Vernehmlassung angebrachten Bemerkungen so weit wie möglich berücksichtigt. Der Staatsrat wird zu gegebener Zeit auch den Bemerkungen zu den Erlassen auf Reglementsstufe Rechnung tragen, nach denen die Entschädigungen für die Staatsmitarbeitenden für ihre Vertretung in staatlichen Kommissionen und Exekutivorganen von juristischen Personen oder des Privatrechts geregelt sind.

3. Folgen der Änderung

Zu den finanziellen Auswirkungen kann Folgendes gesagt werden: Von den drei Kategorien betroffener Magistratspersonen, das heisst von den Mitgliedern des Staatsrats, den Oberamtspersonen und den Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern wurden 2014 die folgenden Beträge für ihre Vertretungstätigkeit für den Staat oder andere kantonale Interessen in diversen Organen bezogen:

2014	Dem Staat rückerstattete Beträge	Von den Magistratspersonen einbehaltene Beträge
Staatsrat	Fr. 263 026.00	Fr. 121 658.00
Oberamtspersonen	Fr. 17 990.00	Fr. 130 267.10
Richterinnen und Richter	Fr. –	Fr. 4 845.35
Total	Fr. 281 016.00	Fr. 256 770.45

Diese Beträge entsprechen insgesamt denjenigen der letzten Jahre (so beliefen sich die dem Staat zurückerstatteten Beträge für 2013 auf insgesamt 248 085.00 Franken und die von den Magistratspersonen einbehaltenen Beträge auf 238 114.45 Franken). Es ist also damit zu rechnen, dass der Staat mit den neuen Bestimmungen, wonach auch die Sitzungsgelder unter die Rückerstattungspflicht fallen, Beträge im Umfang der gegenwärtig von den Magistratspersonen einbehaltenen Summen erhalten wird.

In Zusammenhang mit der Frage der finanziellen Auswirkungen und zur vollumfänglichen Information des Grossen Rates ist zu sagen, dass der Staatsrat wie in seinem Bericht vom 4. November 2014 angekündigt die Möglichkeiten der teilweisen Kompensation der finanziellen Einbussen mit der Revision des Gesetzes über die Gehälter und berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter geprüft hat. Diese Einbussen beziehen sich einerseits auf das Einkommen der Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen und andererseits auf die verfügbaren Mittel der Oberämter, da bisher die Sitzungsgelder der Oberamtspersonen nach Auskunft der Oberamtmännerkonferenz oftmals zur Finanzierung von Oberamtstätigkeiten dienten, für die es kein Budget gibt.

Der Staatsrat hat beschlossen, seinen Mitgliedern höhere Pauschalentschädigungen für ihre Vertretungstätigkeit und Dienstreisen zu zahlen, und zwar 5000 Franken mehr.

Die Situation der Oberämter soll noch genauer geprüft werden. Eine Kompensation der von den Oberämtern erlittenen Einbussen könnte ihnen in Form von Pauschalentschädigungen gewährt werden, nach dem Prinzip, dass ein Teil oder sogar die Gesamtsumme der dem Staat rückerstatteten Beträge dem Oberamtsbetrieb zugutekommen sollen.

Der endgültige Entscheid darüber wird nach Annahme der Änderung des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kan-

tonsrichter erfolgen. Diese Änderung führt zu einer durchschnittlichen Einkommenseinbusse von 16 900 Franken für die Staatsratsmitglieder und 14 900 Franken für die Oberamtspersonen. Mit dem neuen System nehmen die Staatsratsmitglieder und die Oberamtspersonen also eine Einkommensminderung von rund 12 000 bzw. 11 000 Franken hin.

Unter Berücksichtigung der vorgesehenen Entschädigungsanpassungen resultiert aus diesem Gesetz für den Staat ein Gewinn von rund 85 000 Franken bezogen auf den Staatsrat und im schlechtesten Fall ein Nullsummenspiel bezogen auf die Oberämter

Der Vorentwurf hat keine personellen Auswirkungen. Er wirkt sich weder auf die Aufgabenteilung Staat-Gemeinden noch auf die nachhaltige Entwicklung aus, und er ist auch hinsichtlich Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität unproblematisch.

4. Kommentar der Gesetzesartikel

Artikel 1: Gesetz über die Organisation des Staatsrats und der Verwaltung

Mit der vorgeschlagenen Änderung des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1) soll die ursprüngliche Parallele zwischen den Artikeln 12 und 54 dieses Gesetzes und Artikel 6 des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter wiederhergestellt werden. Übrigens wurde der Begriff der «Vertretung kantonaler Interessen» 2006 in Artikel 12 Abs. 1 Bst. b SVOG eingeführt, und zwar im Rahmen der Anpassung der Gesetzgebung über den Staatsrat an die neue Verfassung (s. Botschaft des Staatsrats vom 7. Juni 2006). Damals waren Artikel 6 des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter und Artikel 54 SVOG nicht angepasst worden. Der Gesetzesentwurf sieht die Hinzufügung des Begriffs «Vertretung kantonaler Interessen» in diesem Artikel 6 vor, entsprechend dem, was im Bericht zum Postulat vom 4. November 2014 angekündigt worden war. Diese Revision soll daher auch als Gelegenheit genutzt werden, um Artikel 54 SVOG anzupassen und im Gesetz die Regeln zu verankern, die gelten, wenn ein Mitglied des Staatsrats als Vertreter der kantonalen Interessen und nicht nur der Interessen des Staates Freiburg in diversen Organismen wie in den eidgenössischen Kommissionen, Swissmedic oder der Nationalbank bestimmt wird. Nach den Bestimmungen des Entwurfs gelten die Vorschriften über die Vertretung des Staates in öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen externen Organismen auch für diese Art Vertretung.

Aus Transparenzgründen und zur Vereinfachung der Kontrolle und der Rückzahlung der Entschädigungen soll die

Kanzlei ein Register der Vertretungen des Staates und der kantonalen Interessen führen, und zwar anhand der Informationen, die sie regelmässig von den betroffenen Direktionen erhält.

Artikel 2: Gesetz über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter

Artikel 6

Nach geltendem Recht sind Magistratspersonen, die den Staat in Verwaltungsräten, Stiftungsräten oder anderen Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts vertreten, verpflichtet, dem Staat den Betrag der festen Entschädigungen, die sie dafür erhalten, zurückzuerstatten. Die Sitzungsgelder dagegen gehören den Magistratspersonen. Ursprünglich war diese Rückerstattungsdispensation im Gesetz verankert worden, um den von den betreffenden Personen geleisteten persönlichen Einsatz zu honorieren.

In der Praxis hat sich jedoch gezeigt, dass die Anwendung von Artikel 6 des geltenden Gesetzes unfair sein kann, da gewisse Organismen den Mitgliedern ihrer Exekutivorgane nur feste Entschädigungen auszahlen, während sich andere für das System der Sitzungsgelder entschieden haben. Übrigens setzt jede Organisation die den Mitgliedern ihrer Organe ausbezahlten Entschädigungen grundsätzlich nach eigenem Ermessen fest. Unter Vorbehalt des Sonderfalls der juristischen Personen des kantonalen öffentlichen Rechts darf sich der Staat bei den betroffenen Organismen nicht einmischen und allfällige Unstimmigkeiten beanstanden; seine einzige Möglichkeit für eine gerechtere Behandlung der Magistratspersonen besteht in der Anpassung der geltenden Regelung an die Rückerstattung der bezogenen Beträge.

So soll also der Forderung der Grossräte David Bonny und Xavier Ganioz entsprochen werden und der Grundsatz der Rückerstattung der von den Magistratspersonen bezogenen Beträge für alle Entschädigungen gelten, das heisst für die festen Entschädigungen und die Sitzungsgelder, und – um der Entwicklung der Vergütungssysteme Rechnung zu tragen – für allfällige sonstige geldwerte Vorteile oder Vorteile in Form von Beteiligungen. Nicht unter den Entschädigungsbegriff fallen jedoch allfällige Vergütungen (z.B. die Vergütung von Fahrkosten, Verpflegung, Material), die die betroffenen Personen für ihr Vertretungsmandat beziehen könnten.

Übrigens ist der geltende Artikel 6 dahingehend ergänzt worden, dass die Rückerstattungspflicht auch für die Beträge gilt, die von Personen bezogen werden, insbesondere von den Mitgliedern des Staatsrats, die die Kantone oder einen Teil der Kantone in verschiedenen Organismen vertreten, wie beispielsweise bei der Nationalbank, Swissmedic oder

in eidgenössischen Kommissionen (vgl. Art. 12 Abs. 1 Bst. b SVOG) Die Rückerstattungspflicht soll also künftig ganz klar extensiv ausgelegt werden und sich nicht nur auf die von den Magistratspersonen als Vertreter des Staats bezogenen Beträge beziehen, sondern auch auf die Beträge, die sie erhalten, wenn sie «andere kantonale Interessen» vertreten (s. auch Kommentar zu Artikel 1 weiter oben).

In der Praxis wird die Rückerstattung der Sitzungsgelder aus verfahrensökonomischen Gründen nach den schon für die festen Entschädigungen geltenden Modalitäten erfolgen: Die betroffenen Personen müssen dafür sorgen, dass die Vergütungen direkt auf das Konto des Staates und nicht auf ihr persönliches Konto eingezahlt werden.

Es sei darauf hingewiesen, dass der Staatsrat die Verordnung vom 16. November 2010 über die Entschädigung der Mitglieder der Kommissionen des Staates (SGF 122.8.41) und den Beschluss vom 8. Juli 1997 über die Rückforderung von Entschädigungen an Mitarbeiter des Staates, die diesen in Verwaltungsräten, Stiftungsräten oder anderen Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts vertreten (SGF 122.72.52), revidieren will, um die gesamte kantonale Regelung für die Entschädigungen und Sitzungsgelder zu vereinheitlichen.

Artikel 28

Diese Bestimmung wurde – um jegliche Zweifel auszuräumen – mit einem neuen Absatz ergänzt, wonach die Rückerstattungspflicht für alle Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter gilt, und nicht nur für die nach dem 1. September 2004 gewählten, dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter (s. Art. 28 Abs. 1).

Artikel 3

Die neuen Bestimmungen sollen am 1. Januar 2017, zu Beginn der nächsten Legislaturperiode in Kraft treten

Zu dieser Bestimmung braucht es weiter keinen Kommentar.

Loi

du

modifiant la législation sur les jetons de présence

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2015-DFIN-28 du Conseil d'Etat du 28 juin 2016;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

La loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (RSF 122.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 12 al. 1 let. b

Déplacer la parenthèse «(art. 54)» après les mots «d'autres intérêts cantonaux».

Art. 54 titre médian et al. 3 et 4 (nouveaux)

Représentation de l'Etat ou d'autres intérêts cantonaux

³ Les alinéas 1 et 2 sont également applicables à la représentation par les membres du Conseil d'Etat d'autres intérêts cantonaux au sens de l'article 12 al. 1 let. b.

⁴ Sur la base des informations communiquées par chaque Direction, la Chancellerie d'Etat tient à jour un registre des représentations.

Art. 2

La loi du 15 juin 2004 relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (RSF 122.1.3) est modifiée comme il suit:

Gesetz

vom

zur Änderung der Gesetzgebung über die Sitzungsgelder

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2015-DFIN-28 des Staatsrats vom 28. Juni 2016;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SGF 122.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 1 Bst. b

Die Klammer «(Art. 54)» umstellen und nach «andere kantonale Interessen» einfügen.

Art. 54 Artikelüberschrift und Abs. 3 (neu) und 4 (neu)

Vertretung des Staates oder anderer kantonaler Interessen

³ Die Absätze 1 und 2 gelten auch für die Fälle, in denen die Mitglieder des Staatsrats andere kantonale Interessen im Sinne von Artikel 12 Abs. 1 Bst. b vertreten.

⁴ Die Staatskanzlei führt anhand der Informationen von den einzelnen Direktionen ein Register der Vertretungen.

Art. 2

Das Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter (SGF 122.1.3) wird wie folgt geändert:

Art. 6 b) Indemnités

¹ Les magistrats représentant l'Etat ou d'autres intérêts cantonaux au sein d'un conseil d'administration ou de fondation ou au sein d'autres organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou de droit public sont tenus de restituer à l'Etat l'intégralité des indemnités (indemnités fixes, jetons de présence et tout autre avantage en argent ou sous forme de participation) touchées à ce titre.

² Les défraiements (indemnités de déplacement, de repas et de nuitées et autres frais liés à l'exercice du mandat) ne sont toutefois pas soumis à l'obligation de restitution.

Art. 28 al. 5

⁵ L'article 6 de la présente loi, tel que modifié par la loi du..., est applicable à tous les juges dès l'entrée en vigueur de la modification en question.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 6 b) Entschädigungen

¹ Die Magistratspersonen, die den Staat oder andere kantonale Interessen in Verwaltungsräten, Stiftungsräten oder anderen Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts vertreten, sind verpflichtet, dem Staat den Betrag der Entschädigungen, die sie dafür erhalten, vollumfänglich zurückzuerstatten (feste Entschädigungen, Sitzungsgelder und sonstige geldwerte Vorteile oder Vorteile in Form von Beteiligungen).

² Spesen (Reiseentschädigungen, Entschädigungen für Mahlzeiten, Übernachtungen und sonstige Auslagen in Zusammenhang mit der Amtsausübung) sind jedoch von der Rückerstattungspflicht ausgenommen.

Art. 28 Abs. 5

⁵ Artikel 6 dieses Gesetzes mit der Änderung gemäss Gesetz vom ... gilt für alle Kantonsrichter ab Inkrafttreten dieser Änderung.

Art. 3

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.